

Bourse

[Accueil](#) | [Économie](#) | En dépit d'un hiver sans coupures: «Sur le gaz en Europe, la situation reste très tendue»**Abo** En dépit d'un hiver sans coupures

«Sur le gaz en Europe, la situation reste très tendue»

L'absence de la Russie ne sera pas compensée avant deux ou trois ans, prévient un responsable du géant français Engie, dont dépend la Suisse romande.



Pierre-Alexandre Sallier

Publié: 10.06.2023, 11h34

19



Déchargement, dans le port toscan de Piombino, d'un cargo chargé de gaz liquide. Installé en urgence, ce terminal flottant de «regazification», dont dépend l'indépendance énergétique de l'Italie, est entré en fonction fin mars dernier. La forte augmentation de la production de gaz liquéfié aux États-Unis ou au Qatar et son arrivée dans de nouveaux terminaux en Europe attendra «deux ou trois ans», prévient Edouard Neviaski, directeur général d'Engie Global Management & Sales.

AFP

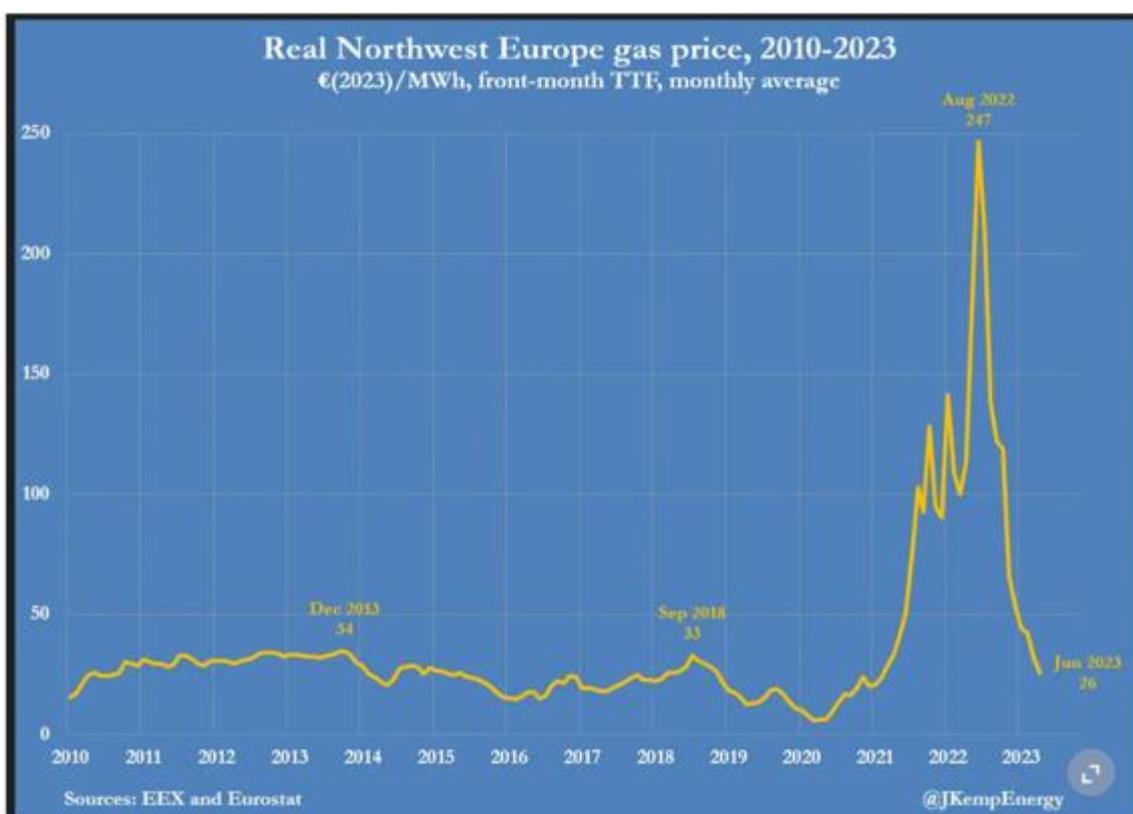
Un an après le début de la guerre du gaz – la Russie a commencé à fermer les tuyaux amenant de Sibérie près de 40% du gaz brûlé sur le Continent au printemps 2022 –, la crise semble avoir été contenue: pas de coupures de chauffage cet hiver à Berlin et des prix de gros du méthane divisés par dix depuis l'affolement de l'été dernier.

Ce n'est en rien la fin de l'alerte, prévient pourtant Edouard Neviaski, le directeur général d'Engie Global Management & Sales, rencontré vendredi soir à Montreux en marge de l'assemblée générale de Gaznat – l'exploitant du réseau de gaz haute pression de l'arc lémanique.

Personnage clef de la scène gazière en Europe, ce dernier orchestre les achats et le négoce du conglomérat réunissant les anciens Gaz de France et Suez – le plus important réseau et centre de stockage du Continent.

Le fait de dépendre de l'est de la France – et non d'une Allemagne dépendante de la Russie – a permis à la Suisse romande d'éviter la pénurie. Ces relations gazières sortent-elles renforcées de la crise?

Elles l'ont été tout au long de l'année dernière, grâce au rôle important qu'a joué la Suisse dans la sécurisation du système d'approvisionnement européen en gaz. Les flux se sont inversés: les importations helvétiques en provenance de France ont été multipliées par cinq en 2022, afin de pouvoir le transmettre à l'Allemagne et à l'Italie. En effet, nous n'avons jamais été dépendants à plus de 20% du gaz russe. Une diversification à mettre sur le compte des anciens dirigeants de Gaz de France et de Suez, qui ont toujours voulu parer au défaut d'un fournisseur.



Le prix du gaz sur le marché européen de gros TTF – ici au comptant, pour une livraison comptant un mois plus tard – est revenu aux niveaux affichés avant le début de la guerre économique entre la Russie et l'Occident déclenchée par l'invasion de l'Ukraine en février 2022.

Reuters / KempEnergy

Les stocks européens sont déjà bien remplis. Le gaz est assuré pour l'hiver prochain?

La situation est assez confortable mais nous restons très vigilants. Une vague de froid, une reprise plus forte que prévu de la demande en Asie et... tout peut basculer. D'autant que si nous avons pu traverser l'hiver dernier sans dégât, c'est également en raison d'un plongeon de 18% de la demande de gaz en Europe. N'oublions pas que cette crise avait débuté bien avant la guerre, au printemps 2021. La fin du Covid et un redémarrage de l'activité industrielle en Asie avaient poussé au-delà des 100 euros le mégawattheure (MWh) des prix qui tournaient depuis des années entre 10 et 30 euros.

«On est à la limite sur les approvisionnements.»

Edouard Neviaski, Engie

Bon, mais les prix du gaz se sont effondrés...

Ils peuvent vite repartir à la hausse. La situation demeure très tendue – on reste à la limite sur les approvisionnements. Il faudra apprendre à vivre dans des conditions qui ne reviendront pas à la normale durant un certain temps.

La Suisse face à une année de «guerre du gaz»

^ Afficher moins

24 février 2022: début du conflit russo-ukrainien.

7 mars 2022: création de la task force fédérale sur l'approvisionnement en gaz.

23 mars 2022: la Russie exige le paiement du gaz en roubles ↗.

27 avril 2022: la Russie stoppe ses livraisons de gaz à la Pologne et à la Bulgarie.

4 mai 2022: la Confédération mandate les gaziers pour créer l'OIC ↗, l'Organisation d'intervention en cas de crise.

18 mai 2022: mise en œuvre de l'ordonnance fédérale sur la garantie des capacités de livraison en cas de pénurie grave de gaz naturel.

14 juin 2022: la Russie réduit de 40% ses livraisons de gaz sous la Baltique via le NordStream 1, tuyau crucial pour l'industrie allemande.

11 juillet 2022: arrêt des flux de gaz sur NordStream 1 pour des raisons de «maintenance».

24 août 2022: le Conseil fédéral demande une réduction volontaire de la consommation de gaz ↗.

31 août 2022: Moscou interrompt la livraison de gaz via NordStream.

16 septembre 2022: injonction du Conseil fédérale à commuter les installations bicom bustibles des industriels sur du mazout.

26 septembre: sabotage des gazoducs NordStream sous la Baltique.

16 novembre 2022: préparation des ordonnances en cas de pénurie de gaz.

1^{er} février 2023: mise en place d'une prolongation de la réserve pour l'hiver 2023-2024.

«L'afflux de gaz [liquide] GNL du Qatar ou des États-Unis? Pas avant 2026.»

Edouard Neviaski, Engie

Un certain temps? Combien d'hivers avant que l'absence du gaz russe ne soit comblée?

Pas avant deux ou trois ans. Le choc a été considérable, l'équivalent de ce qu'aurait été la perte de l'OPEP pour le pétrole (*ndlr: le cartel de pays producteurs emmené par l'Arabie saoudite*). Il faut en effet attendre à la fois une forte augmentation de la production de GNL (*ndlr: gaz liquéfié pouvant être expédié par bateau*) aux États-Unis ou au Qatar – probablement pas avant 2026 – mais également la mise en place de nouveaux terminaux portuaires en Europe, pour le regazéifier.

Cela concerne les ports français – dont dépend in fine le gaz arrivant ici?

Non, nous avons déjà une importante capacité de terminaux méthaniers et, hormis une nouvelle installation (*ndlr: flottante*) FSRU mise en place, pas sûr que nous en ayons besoin d'autres. Je pense plutôt à des installations pour accueillir le gaz arrivant sous forme «verte» – ammoniac ou e-méthane, par exemple. Cela servira à approvisionner l'Hexagone, mais également la Suisse ou l'Italie.

«Nous aurons toujours besoin de gaz à hauteur de 20 à 25% de nos besoins énergétiques en 2050.»

Edouard Neviaski, Engie

Quel rôle joue encore la Russie – le gaz sibérien n'a pas été coupé?

Il représente encore environ 10% de ce qui arrive en Europe en moyenne. Pour nous (*ndlr: la Suisse romande*) il est cependant tombé à zéro.

L'Europe semble vouloir tracer un trait sur les chaudières à gaz. En France, on parle de les interdire...

Ce n'est pas la bonne approche et je ne parle pas uniquement d'un point de vue de fournisseur de gaz. Nous sommes également des électriciens et pourtant nous ne croyons pas non plus au tout-électrique. Trop difficile à mettre en œuvre. Je m'explique. Dans cette course pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de CO₂ en Europe, pourquoi remplacer d'office le gaz... si nous ne sommes pas capables de fournir l'électricité pour le remplacer? La production d'électricité en France est de l'ordre de 100 gigawatts, il en faudrait 150 – en plus – pour remplacer le chauffage au gaz. Sans même tenir compte de tous les nouveaux besoins liés à la transition énergétique, à commencer par la recharge des voitures. Pourquoi ne pas plutôt chercher à décarboner le gaz fourni à ces chaudières – biométhane ou méthane synthétique, par exemple? Un gaz dit «vert» qui pourrait représenter plus de 60% de la demande européenne en 2050. À notre avis, nous aurons toujours besoin de gaz à hauteur de 20 à 25% de notre énergie primaire en 2050. Parce qu'il sera le seul à offrir de la flexibilité à l'électricité renouvelable.



Edouard Neviaski, le directeur général d'Engie Global Management & Sales, au sein du conglomérat réunissant les anciens groupes Gaz de France et Suez. Présent vendredi à l'assemblée de Gaznat, ce dernier a salué le rôle joué par la Suisse dans la «sécurisation du système d'approvisionnement européen en gaz» lors de la crise liée à l'invasion de l'Ukraine.

David Plas Photography